

NouvelObs.com , le 12

MALI. 3.300 soldats pour reconquérir le nord

Ce plan d'action présenté par la Cédéao doit être validé par l'ONU, qui accordera ou non son feu vert avant la fin novembre.



Des dirigeants africains réunis, dimanche 11 novembre à Abuja, se sont mis d'accord sur l'envoi au Mali d'une force militaire internationale de "3.300 soldats" pour "un an", afin de reconquérir le nord du pays occupé par des groupes islamistes armés, a annoncé le président ivoirien Alassane Ouattara.

"Nous prévoyons 3.300 soldats pour une durée d'un an", a déclaré aux journalistes Alassane Ouattara, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Il s'exprimait à l'issue d'un débat à huis-clos des dirigeants des 15 pays membres de la Cédéao et de quelques autres pays africains dont la Mauritanie, l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Tchad et la Libye.

Les dirigeants ouest-africains ont "adopté" ce qu'ils appellent le "Concept harmonisé des opérations pour le déploiement de la force internationale conduite par l'Afrique", en insistant sur "le rôle de leadership de la Cédéao dans le déploiement de la force internationale sous conduite africaine".

Ce plan doit être transmis à l'ONU avant la fin novembre, via l'Union africaine. Alassane Ouattara a dit espérer que le Conseil de sécurité des Nations unies donnerait son feu vert à cette intervention au Mali à la fin du mois ou début décembre.

Éviter des conséquences dommageables pour l'Afrique toute entière

La "force internationale" serait composée de soldats provenant prioritairement des pays membres de la Cédéao.

"Nous avons des pays qui offrent des bataillons, d'autres des compagnies (...). Il y a, bien sûr, le Nigeria, le Sénégal, le Niger, le Burkina Faso, nous avons également des pays comme le Ghana (...) le Togo", a dit Alassane Ouattara.

Le président ivoirien a également évoqué l'éventuelle contribution de pays non membres de la Cédéao : "le Tchad pourrait participer" et "nous avons eu des contacts avec d'autres pays : la Mauritanie, l'Afrique du Sud".

A l'ouverture du sommet, le président nigérian Goodluck Jonathan avait résolument plaidé pour l'option militaire, afin d'"éviter des conséquences dommageables, non seulement pour le Mali mais pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique tout entière".

Le communiqué final a bien souligné que "le dialogue" restait "l'option préférée pour la résolution de la crise politique au Mali". "Toutefois, en ce qui concerne la situation sécuritaire, l'usage de la force s'avère indispensable contre les réseaux terroristes et de criminalité transnationale qui menacent la paix et la sécurité internationales", ont ajouté les dirigeants ouest-africains.

Pour eux, le dialogue ne doit concerner que "les groupes armés non impliqués dans les activités terroristes et criminelles", qui reconnaissent l'intégrité du Mali et le caractère laïc de l'Etat. A priori, sont donc exclus tous les groupes armés islamistes qui imposent actuellement la charia aux populations du Nord (exécution par lapidation d'un couple non marié, amputations de présumés voleurs, etc.).

La France n'interviendra pas directement au Mali

L'Algérie, acteur régional clé et traditionnellement hostile à toute intervention, était représentée à cette réunion par Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines.

De leur côté, les Européens soutiennent les initiatives régionales africaines, mais ont jusqu'à présent affirmé qu'ils n'enverraient pas de troupes destinées à combattre sur le sol malien, que l'option militaire ne devait être envisagée qu'en "dernier ressort", mais qu'ils étaient prêts à un soutien logistique et d'encadrement.

Le président français François Hollande a réaffirmé dimanche que la France n'interviendrait pas directement au Mali mais aurait "le devoir" d'être aux côtés des Africains s'ils décidaient d'une opération militaire.

Les ministres de cinq pays européens - France, Allemagne, Italie, Pologne et Espagne - doivent se réunir jeudi à Paris pour discuter de la mise sur pied d'une mission européenne d'entraînement qui compterait au moins 200 soldats.